

**SECTION DISCIPLINAIRE
DU CONSEIL ACADEMIQUE
COMPETENTE A L'EGARD DES USAGERS**

Affaire : Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] demeurant [REDACTED]
[REDACTED], étudiant inscrit en BUT 1 informatique à l'IUT d'Orléans, au titre
de l'année universitaire 2025/2026.

DÉCISION



La commission de discipline de la section disciplinaire du conseil académique de l'université d'Orléans, compétente à l'égard des usagers, siégeant en séance d'examen conformément aux dispositions des articles R. 811-31 et suivants du Code de l'éducation, le jeudi 30 avril 2026.

Etant présents :

- **Madame Emiliane TAILLEBOIS**, maître de conférences, présidente de la section disciplinaire ;
- **Madame Isabelle GILLAIZEAU**, professeure des universités, rapporteure ;
- **Madame Karine LOTH**, maître de conférences, vice-présidente de la section disciplinaire ;
- **Madame Catherine MURA**, professeure des universités, vice-présidente de la section disciplinaire ;
- **Madame Fleur RAYMOND**, étudiante.

Membres de la commission de discipline,

- **Madame Camille AMÉLINEAU**, chargée des affaires juridiques,

Secrétaire de séance.

Vu les articles L. 811-5 et L. 811- 6 du code de l'éducation ;

Vu les articles R. 811-10 à R. 811- 42 du code de l'éducation ;

Vu le cadre de l'organisation des examens et rappel de la réglementation, voté en CFVU le 8 décembre 2025, en vigueur ;

Vu les poursuites engagées par Monsieur le Président de l'Université d'Orléans, le 02 février 2026, à l'encontre de Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] demeurant [REDACTED]
[REDACTED] étudiant inscrit en BUT 1 informatique à l'IUT d'Orléans, au titre
de l'année universitaire 2025/2026 ;

Vu la désignation des membres de la commission de discipline par Madame la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers le 06 février 2026 ;

Vu le rapport d'instruction et les pièces du dossier, tenus à la disposition de Monsieur [REDACTED] de Monsieur le Président de l'Université d'Orléans et des membres de la commission de discipline, dix jours francs avant le jour fixé pour la séance d'examen ;

Vu la convocation régulièrement adressée à Monsieur [REDACTED] ;

Après avoir entendu Madame Isabelle GILLAIZEAU, Rapporteuse de la commission de discipline, en son rapport ;

APRES EN AVOIR DELIBÉRÉ ;

Considérant que selon le procès-verbal de fraude établi le 15 décembre 2025, lors de la correction d'un devoir réalisé par Monsieur [REDACTED] en autonomie, Monsieur [REDACTED] enseignant-chercheur, responsable de l'épreuve « SAE python 1.01 implémentation » a constaté que ce devoir comportait plusieurs fonctions identiques à celles d'un autre étudiant, Monsieur [REDACTED]. Monsieur [REDACTED] a reconnu auprès de l'enseignant, avoir récupéré quelques fonctions du devoir de Monsieur [REDACTED] ;

Considérant que Monsieur [REDACTED] a pu présenter ses observations à l'oral durant la séance d'examen ;

Considérant que Monsieur [REDACTED] reconnaît les faits reprochés ;

PAR CES MOTIFS ;

Statuant en séance non publique, au scrutin secret, à l'unanimité des membres de la commission de discipline présents ;

DÉCIDE

Article 1 : De prononcer à l'égard de Monsieur [REDACTED] une **exclusion de l'université d'Orléans pour une durée de 6 mois avec sursis**. Cette sanction est inscrite au dossier de l'étudiant et entraîne la nullité de l'épreuve à l'occasion de laquelle la fraude a été commise.

Article 2 : La présente décision sera affichée dans les locaux de l'université, conformément aux dispositions de l'article R.811-39 du code de l'éducation. Cette publication ne sera pas nominative.

Article 3 : La présente décision est notifiée à :

- Monsieur [REDACTED] ;
- Monsieur le Président de l'Université d'Orléans ;
- Monsieur le Recteur de l'académie d'Orléans-Tours.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du jour de sa notification à Monsieur [REDACTED]

Fait à Orléans, le jeudi 30 avril 2026

La Présidente de la commission de discipline,

Emiliane TAILLEBOIS



La Secrétaire de séance,

Camille AMÉLINEAU



Voies et délais de recours :

Si vous entendez contester la légalité de cette décision, vous pouvez former un recours administratif gracieux et/ou un recours contentieux. Le recours contentieux doit être effectué devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision ou à l'expiration du délai de refus implicite en cas d'absence de réponse de la part de l'administration. « Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> » Dans le cas où vous effectuez un recours administratif avant le terme du délai de recours contentieux, ce dernier est interrompu et vous bénéficiez d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux :

- soit à compter de la notification de la décision expresse de rejet de l'administration ;

- soit à compter du rejet implicite du recours administratif (le silence gardé par l'autorité administrative, suite à un recours administratif, pendant plus de deux mois équivaut à une décision de rejet).